



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 25 AVRIL 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Gestion des assemblées

L'an deux mille quatorze le vingt cinq avril à dix sept heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Délégations du Conseil communautaire au Président et au Bureau

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérard, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain

REPRESENTES :

Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER

ABSENTS :

SENEs Sylvain, VECCHIO Valérie

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 28/4/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 28/4/2014

Conformément à l'article L5211-10 alinéa 6 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
« ...Le Président, les Vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612-15 du CGCT ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- De la délégation de la gestion d'un service public ;
- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.... »

Il est proposé les délégations suivantes étant entendu en matière de marchés publics que le niveau des besoins au sens de l'article 5 du code des marchés publics correspondra à l'ensemble des budgets de la Communauté d'Agglomération Dracénoise (budget principal et budgets annexes).

Délégation au Président :

Finances :

1- Procéder dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1 du CGCT, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

2- Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1,5M€.

3- Déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat qui proviennent de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité, et de recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dans les conditions prévues aux articles L 1618-2 et L 2122-22 du CGCT.

4- Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10 000 €.

5- Accepter les dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions ni de charges.

6- Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de l'agglomération.

Assurance - Juridique :

7- Accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance.

8- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires, dans la limite de 7 500 €.

9- Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

10- Intenter au nom de la Communauté d'Agglomération Dracénoise toutes actions en justice ou la défendre dans les actions intentées contre elle devant toutes les juridictions de l'ordre administratif et judiciaire y compris notamment en cas d'urgence par la voie du référé ou en se constituant partie civile dans tous les cas où la défense de ses intérêts ou de ceux de ses agents l'exige. Cette délégation est aussi étendue sans limitation particulière dans le cadre des contrats d'assurance souscrits par la Communauté d'Agglomération Dracénoise aux cas où il est nécessaire de mandater l'assureur pour exercer des recours en lieu et place de la communauté d'agglomération. Il est rappelé que, sans que cela puisse être analysé comme une subdélégation, les Directeurs et Chefs de service de la Communauté d'Agglomération Dracénoise peuvent déposer plainte avec constitution de partie civile.

Marchés publics :

11- Dans le cas des marchés et accords-cadres passés selon une procédure adaptée prévu aux articles 26-II et III du code des marchés publics et selon les dispositions prévues aux articles 27, 28 et 30 dudit code étant entendu que pour ce qui concerne les marchés de travaux, cette délégation est accordée pour les opérations inférieures ou égales à 1M€ HT :

Phase de préparation des marchés et accords-cadres :

- Détermination de la nature et de l'étendue des besoins à satisfaire avant tout appel à la concurrence : choix du mode de dévolution et organisation de la procédure de mise en concurrence, approbation des dossiers de consultation des entreprises ;
- Détermination des indemnités pouvant être dues dans le cadre de la passation du marché et de l'accord-cadre

Phase de passation des marchés et accords-cadres :

- Décision de signature des marchés et accords-cadres et avenants à ces marchés et accords-cadres quand les crédits sont inscrits au budget.
- Décision relative à une consultation sans suite.

Phase d'exécution et de règlement des marchés:

- Décision relative à l'exécution et au règlement des marchés.

12- Passation et exécution des marchés négociés pouvant être passés en vertu de l'article 35-II-1° du code des marchés publics.

Urbanisme – Foncier :

13- Décider et approuver les conditions d'affectation, d'occupation et de location, constitutives ou non de droits réels, des biens meubles et immeubles appartenant ou non à la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour une durée n'excédant pas douze ans.

14- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics communautaires.

15- Exercer au nom de la communauté d'agglomération, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la communauté d'agglomération en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L213-3 de ce même code dans les conditions fixées par le conseil communautaire.

16- Conclure toute convention ayant pour objet l'établissement de servitudes au profit de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ou à la charge de terrains appartenant à la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

17- Déposer au nom de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, les demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir, les déclarations préalables ainsi que les demandes de certificat d'urbanisme concernant les propriétés (terrains, équipements, bâtiment...) pour lesquelles la Communauté d'Agglomération Dracénoise peut attester avoir qualité pour présenter ladite demande ou déclaration. Il est précisé que cette qualité est acquise dans un des quatre cas suivants :

- Être propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- Avoir l'autorisation du ou des propriétaires ;
- Être co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- Avoir qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

18- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.

Délégation au Bureau communautaire :

Marchés publics :

19- Dans le cas des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée prévue à l'article 26 – I du code des marchés publics étant entendu que pour ce qui concerne les marchés et accords-cadres de travaux supérieurs à 2 500 000 € HT ceux-ci seront soumis volontairement à une procédure formalisée, et dans le cas des marchés et accords-cadres de travaux compris entre 1 000 000 € HT et 2 500 000 € HT inclus passés selon une procédure adaptée prévu aux articles 26-II et III du code des marchés publics dans le cadre des dispositions prévues à l'article 27 dudit code :

Phase de préparation des marchés et accords-cadres :

- Détermination de la nature et de l'étendue des besoins à satisfaire avant tout appel à la concurrence : choix du mode de dévolution, choix du mode de passation, approbation des dossiers de consultation des entreprises
- Détermination des indemnités pouvant être dues dans le cadre de la passation du marché et de l'accord-cadre

Phase de passation des marchés et accords-cadres :

- Décision d'autorisation de signature des marchés et accords-cadres et avenants à ces marchés et accords-cadres quand les crédits sont inscrits au budget.
- Toute décision relative à la phase de passation et notamment décision relative à une consultation sans suite, choix des candidats admis à concourir, choix du ou des lauréats.

Phase d'exécution et de règlement des marchés :

- Décision relative à l'exécution et au règlement des marchés

20- Possibilité de constituer des groupements de commande quelque que soit le mode de passation des marchés : Définition des modalités de fonctionnement des groupements de commande quel que soit le mode de passation des marchés et notamment le choix du coordonnateur. Signature des conventions constitutives desdits groupements et leur résiliation

Autres conventions :

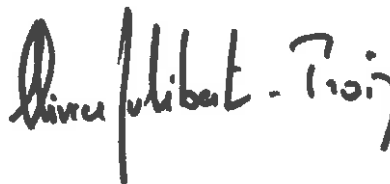
21- Signature des conventions pouvant être passées en vertu de l'article L49 du code des postes et communications électroniques

22- Prendre toute décision concernant la passation et la signature des contrats de reprise des matériaux issus de la collecte sélective des déchets.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 43 voix pour et 18 abstentions (AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan , DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain) , décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le vendredi 25 avril 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN

A handwritten signature in black ink, reading 'Olivier Audibert-Troin'.

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.